



2023

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Chauffage, Ventilation et Climatisation

TABLE DES MATIÈRES

Le message du Président	3
L'Association	4
La formation	8
Panorama des activités	10
Les institutions sociales	13
Les relations paritaires	14

2023



LE MESSAGE DU PRÉSIDENT

Chers membres,

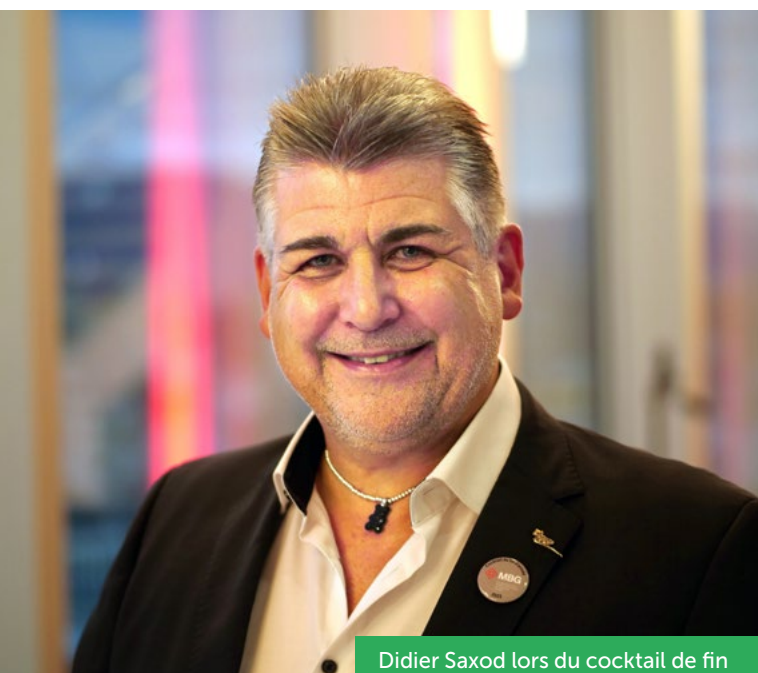
Comme je l'évoquais déjà ici même il y a tout juste un an, pour nos entreprises, de ventilation comme de chauffage, la transition énergétique doit s'appréhender comme un déterminant stratégique essentiel, dans une dynamique de *lobbying* à rebours.

Avec les récentes adoptions par le Grand Conseil des composantes législatives de l'accord pour la rénovation énergétique du parc bâti (voir page 10) et d'une refonte du régime juridique du rafraîchissement des bâtiments ([loi 13350](#)) (le délai référendaire cours jusqu'au 19.06.2024), notre environnement juridique, passablement chahuté depuis l'adoption le 02.12.2020 du [Plan directeur de l'énergie \(PDE\) 2020-2030](#), semble être en voie de stabilisation.

Néanmoins, des incertitudes demeurent : la modification de l'art. 21 de la loi sur l'énergie que prévoit le projet de loi-cadre sur le climat ([PL 13225](#)) (non adopté) ouvre la porte à une redéfinition par voie réglementaire des exceptions à l'obligation d'installer des solutions alimentées en énergies renouvelables ou rejets de chaleur et instaure une obligation de privilégier le raccordement aux réseaux thermiques, donc y compris aux réseaux thermiques non-structurants, dont on peine à saisir la portée juridique. En outre, nous n'avons toujours pas d'horizon temporel pour la divulgation des tarifs de l'énergie thermique distribuée via les réseaux thermiques structurants, et certainement conséquence de cela, les dates d'entrée en vigueur des lois y relatives, dont la [loi 12896](#), qui prévoit l'obligation de raccordement, n'ont toujours pas été fixées par le Conseil d'Etat.

Comme l'évoque la FMB dans l'éditorial de l'édition de mai 2024 de *Dimensions & Perspectives*, à l'instar de l'ensemble du tissu économique, pour prospérer nous avons pour l'essentiel besoin de prévisibilité et de satiabilité. Comme nous l'avons fait jusqu'alors avec nos partenaires, nous continuerons de nous investir pour la promotion de conditions-cadres apaisées et favorables tant au climat qu'à nos entreprises.

Didier Saxod



Didier Saxod lors du cocktail de fin d'année MBG à la RTS le 16.11.2023

L'ASSOCIATION

En chiffres



49

Membres



751

Personnel
d'exploitation



564

Personnels
administratifs



42

Apprentis installateur
en chauffage CFC



6

Apprentis constructeur
d'installation de ventilation

Les membres

Au cours de l'exercice écoulé, nous avons eu le plaisir d'accueillir parmi nous de nouveaux membres :

AJL ventilation Sàrl

Alpteq Swiss SA

PF Pôle Froid Energies Sàrl

Le Comité

Didier Saxod (Président)

Christophe Moser (Vice-Président)

Guillermo Baeza

José Filipe

Alexandre Jordan

Amandine Kolly

Jean-Philippe Louet

Michel Maffiolo

Jean-François Mino

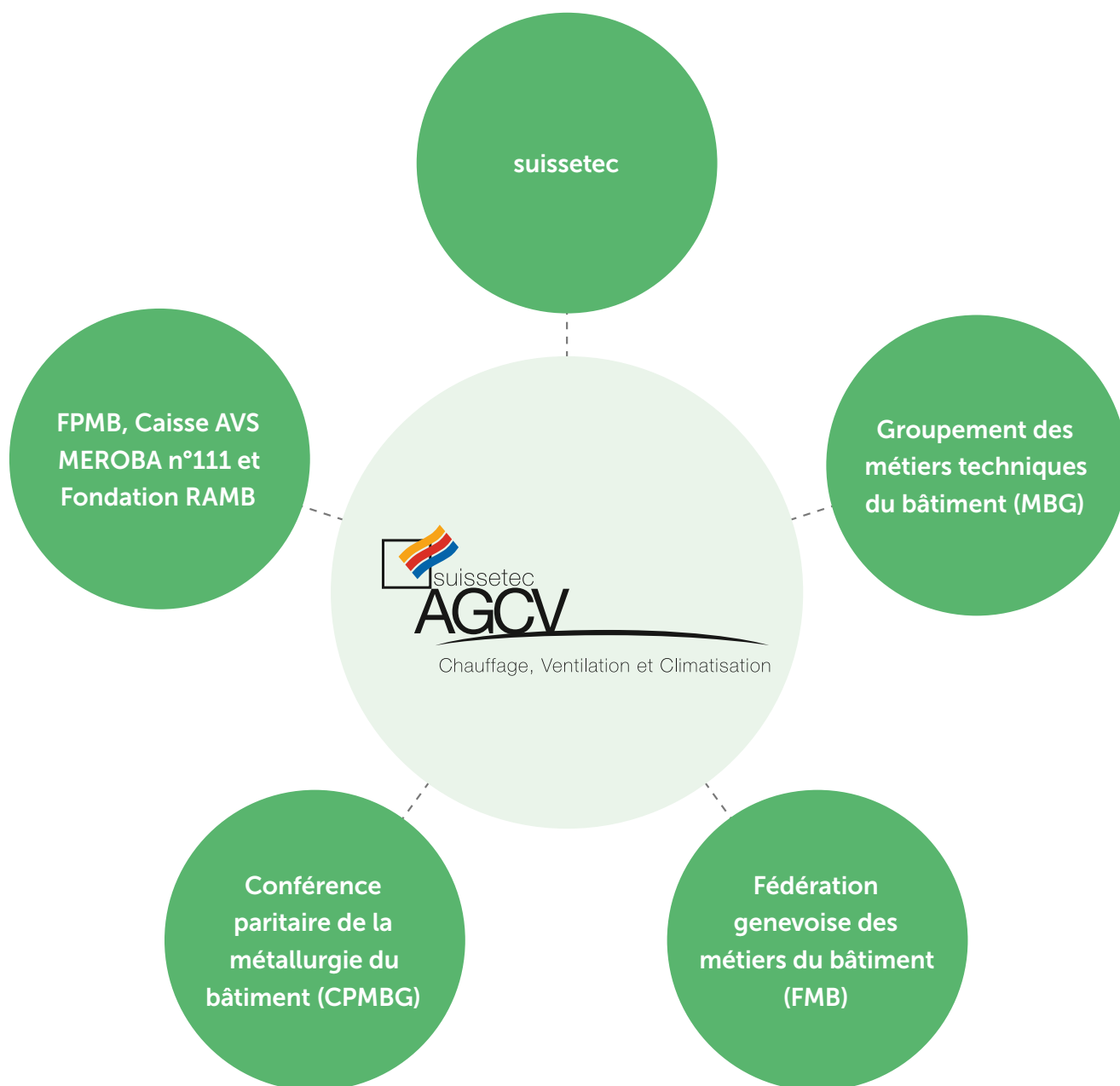
Gregory Muller

Simon Rohner

Stéphane Schneeberger



L'environnement institutionnel



Le groupement des métiers techniques du bâtiment (MBG)

Qu'est-ce ? L'association regroupant les associations professionnelles des métiers techniques du bâtiment à Genève, dont la nôtre.

En une action : la conception et le lancement d'une nouvelle [plateforme internet](#).

La Fédération genevoise des métiers du bâtiment (FMB)

Qu'est-ce ? La [Fédération](#) regroupant l'essentiel des associations professionnelles de l'industrie de la construction et dont la principale mission consiste à défendre les intérêts du secteur au Grand Conseil et auprès des autorités cantonales et communales.

En une action : dans le contexte de législatures nouvelles, tant au niveau fédéral que cantonal, avoir initié et contribué à esquisser les grandes orientations qui permettront de concilier développement économique et transition énergétique. À cet égard, il est possible de consulter les feuilles de route « [Agir pour Genève : priorités des organisations économiques](#) » et « [Dix domaines d'action pour le secteur de la construction](#) ».

La FPMB et Caisse AVS MEROPA n°111

Voir page 13

suissetec

Qu'est-ce ? Notre faitière de branche.

En une action : la campagne de communication visant à positionner les techniciens du bâtiment comme des [professionnels des installations solaires](#) (thermiques et photovoltaïques) et, *in fine*, comme des acteurs clés de la transition énergétique (et prochainement l'inauguration du nouveau [suissetec campus](#) à Lostorf). Pour de plus amples informations sur les activités de suissetec, consultez le [Rapport annuel 2023](#).

La Conférence paritaire de la métallurgie du bâtiment (CPMBG)

Qu'est-ce ? La [Conférence paritaire](#) a pour principale mission de coordonner les négociations relatives à l'évolution de la Convention collective de travail pour les métiers techniques de la métallurgie du bâtiment dans le canton de Genève (CCT-MBG) et de veiller à son application par les entreprises soumises à celle-ci. Elle réunit les représentants des partenaires sociaux, délégation patronale et syndicat.

En une action : avoir finalisé et adopté la nouvelle [CCT-MBG](#) (voir page 14).

LA FORMATION

La formation professionnelle initiale

Il y a actuellement 87 apprentis en cours de formation, soit une hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Ils sont répartis au sein d'une quarantaine d'entreprises formatrices.

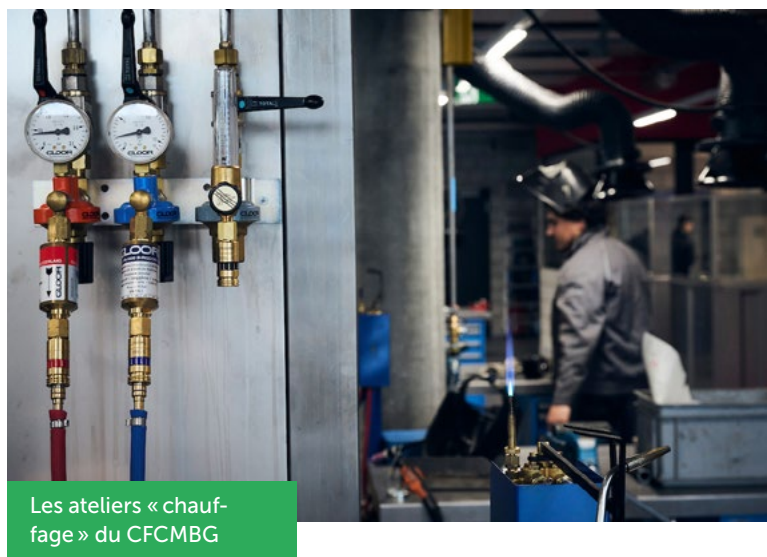
Récompensé lors de la fête de l'apprentissage, le meilleur apprenti 2023 est Bryan Andre Fatana de l'entreprise Maffiolo SA.

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Total
Installateur en chauffage CFC	9	11	12	10	42
Constructeur d'installation de ventilation CFC	1	4	1	-	6
Projeteur en technique du bâtiment CFC (chauffage, ventilation, réfrigération)	9	8	4	7	28
Aide en technique du bâtiment AFP (chauffage, ventilation)	3	1	-	-	4
Monteur frigoriste CFC	1	1	3	2	7

Promotion des métiers

Le Service de la formation professionnelle MBG a initié ou participé aux actions de promotion suivantes :

- Visites de la vitrine des métiers avec des écoles du canton ;
- Organisation des « Villages métiers » dans les Cycles d'orientation et de visites d'élèves des ateliers CIE du Centre de formation commun des métiers techniques du bâtiment (CFCMBG).



Les ateliers « chauffage » du CFCMBG

Formation continue

Selon l'Organisation internationale du travail, l'employabilité désigne l'aptitude de chacun et chacune à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie. La formation continue en est l'un des déterminants essentiels.

Désormais disponible en ligne sur la page « [formation continue](#) » de la nouvelle plateforme internet du groupement MBG, le catalogue de cours du Service de la formation professionnelle MBG était le suivant :

- Premiers secours ;
- Permis M1SO ;
- Travail en hauteur ;
- PEMP (N1-N2) ;
- Dérogation (cours de base et de rappel) ;
- Pompes à chaleur (6 modules).



PANORAMA DES ACTIVITÉS

Accord pour la rénovation énergétique du parc bâti

Le 21.09.2023, le Grand Conseil adoptait la loi 12593 modifiant la loi sur l'énergie (LEn) (Pour réaliser rapidement la transition énergétique des bâtiments conformément au droit fédéral). En substance, elle prévoyait, d'une part, de substituer à l'indice de dépense de chaleur (IDC) le Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) comme outil de pilotage de la transition énergétique du parc bâti et, d'autre part, de repousser les délais de rénovation énergétique des bâtiments.

Dans la mesure où l'obligation d'assainissement aurait uniquement été déterminée sur la base de la composante « évaluation de l'efficacité de l'enveloppe du bâtiment » du CECB, qui, contrairement à l'IDC, ne tient pas compte de la consommation effective d'énergie, les propriétaires n'auraient plus été incités à mettre en œuvre des mesures d'optimisation énergétique, celles-ci n'ayant aucune incidence sur la qualité de l'enveloppe. Considérant qu'elles présentent l'un des meilleurs rapport coût / baisse de la consommation d'énergie induite, l'introduction de ce nouveau référentiel aurait péjoré l'efficacité énergétique des subventions.

Usant de la possibilité que lui confère l'art. 109 al. 5 de la Constitution de la République et canton de Genève, le Conseil d'Etat a pris la décision le 27.09.2024 de sursoir à la publication de cette loi, se ménageant un délai de 6 mois pour présenter au Grand Conseil un projet concurrent.

Dans la consultation qui s'en est suivie, nous avons défendu le maintien de l'IDC, signant avec l'Etat et

12 autres organisations concernées, dont la FMB et le groupement MBG, l'accord pour la rénovation énergétique du parc bâti, légitimement qualifié d'historique.

Outre le maintien de l'IDC, dont nous pouvons nous féliciter, il prévoit ce qui suit : S'agissant des subventions, l'enveloppe est portée à CHF 500 millions sur 10 ans. 70 % de celle-ci sont réservés à des projets privés, certaines personnes morales de droit public, les communes et les établissements publics autonomes étant éligibles au solde. La subvention par m² de surface de référence énergétique est augmentée et un bonus est prévu en cas d'incapacité financière du propriétaire ou de disproportion économique. En cas d'octroi d'une subvention, la majoration du loyer après travaux d'un montant correspondant à la baisse prévisible des charges et de la contribution énergétique du locataire, au-delà de la borne supérieure du loyer LDTR, est exclue.

En ce qui concerne les prêts et cautionnements, réservés aux cas d'incapacité financière ou de disproportion économique, la dotation passe de CHF 7 à 50 millions.

Enfin, pour les bâtiments dotés d'une seule centrale de chauffe avec moins de 5 preneurs de chaleur, l'échelonnement de la baisse de la valeur de dépassement significatif de l'IDC est décalé de 3 ans.

Les composantes législatives de l'accord, soit la loi 12593 et le projet de loi 13222 modifiés, ont été adoptées par le Grand Conseil le 21.03.2024. Le délai référendaire qui courrait jusqu'au 25.05.2024 est désormais échu. Houra !



Les signataires de l'Accord pour la rénovation énergétique du parc bâti

Le lancement du programme ProClimat

Pour réaliser les objectifs qu'il fixe, soit réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60 % d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 1990 et atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, le PDE 2020-2030 identifie l'un des facteurs clés de succès : mobiliser l'ensemble des acteurs, citoyennes et citoyens, associations mais aussi entreprises, et propose la méthode : la co-construction et le partenariat.

Lancé le 24.01.2024 au CFCMBG, le programme **ProClimat** en est la concrétisation. Interface entre

le public et le privé, il se conçoit comme un réseau d'entreprises disposant d'un agrément pour installer et assurer l'entretien de solutions techniques SIG qui concourent à la réalisation de la transition énergétique, dont, en premier lieu, le raccordement aux réseaux thermiques structurants.

Dès ses origines, l'AGCV-suisselec a participé à la conception de ce projet. À cet égard, saluons le travail de Jean-François Mino, membre du Comité et coordinateur transition énergétique au groupement MBG.



Les représentants de l'OCEN, des SIG et de l'AGCV-suisselec lors du lancement du programme ProClimat des SIG au CFCMBG le 24.01.2024

Interventions publiques

- Soirée de lancement du programme ProClimat au CFCMBG ;
- Conférence de presse relative à l'Accord pour la rénovation énergétique du parc bâti.

Interventions dans les médias

- **ProClimat : un partenariat gagnant-gagnant**
In : Domotech 01:2024 ;
- **Des compétences recherchées**
Léman Bleu, 03.01.2024 ;
- **Choisir un professionnel compétent même dans l'urgence**
In : Dimensions & Perspectives n° 52, 02.2024 ;
- **La MBG fait prospérer les métiers techniques du bâtiment**
In : Le Journal de l'immobilier, 29.11.2024 ;
- **MBG prend de la hauteur**
In : Domotech, 20.11.2023 ;
- **MBG à l'origine d'une grande première à Genève**
In : Domotech 04:2024.

Autres activités / réalisations de l'Association

- Participation à la mise en place de la formation ventilation simple-flux optimisé avec SIG éco21 ;
- Participation aux activités en lien avec la formation professionnelle initiale, supérieure et continue ;
- Co-conception (avec l'OCEN) des schémas relatifs à la mise en place, au remplacement ou à la transformation des installations de production de chaleur dans le [Guide d'application du règlement sur l'énergie](#) (pp. 40-41) ;
- Audition relative au projet de loi « Sauver des vies avec la climatisation » (PL 13350) par la commission « Energie et des SIG » du Grand Conseil ;
- Participation à 4 consultations sur des projets de loi, de règlement et documents ressortant de la pratique informelle de l'administration ;
- Veille législative et suivi des objets fédéraux et cantonaux qui concernent la branche CVC ;
- Gestion des relations avec les autorités (dont l'OCEN, les SIG et l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC)) ;
- Mobilisation des membres sur les enjeux et la contribution de la branche CVC à la mise en œuvre de la politique énergétique cantonale ;
- Contribution aux dossiers portés par la FMB, représentation de l'Association au sein de son Comité mais aussi dans les commissions et groupes de travail qu'elle a institués ;
- Implication au sein de l'écosystème MBG ;
- Participation aux séances de travail organisées par suissetec (dont la Conférence des sections latines et le Conseil politique consultatif) ;
- Contribution aux relations paritaires, notamment à la négociation et l'adoption de la nouvelle CCT-MBG (voir page 14).

LES INSTITUTIONS SOCIALES

La Caisse AVS MEROPA n°111

Il s'agit de la caisse de compensation. Elle est responsable de l'encaissement des cotisations relatives aux assurances vieillesse et survivants (AVS), invalidité

(AI), perte de gain (APG), chômage et au paiement des prestations y afférentes.



2'234

Entreprises affiliées
(GE : 435)



CHF 75'500'000

Prestations AVS



3'604

Bénéficiaires de
prestations (AVS : 3'458)



CHF 121'500'000

Cotisations
AVS-AI-APG

La FPMB

La FPMB est la fondation de prévoyance des métiers techniques du bâtiment. Elle se charge de la gestion des avoirs d'épargne des assurés et paie les prestations

d'assurance prévues par la LPP, notamment la rente vieillesse.



6'259

Nombre d'assurés actifs



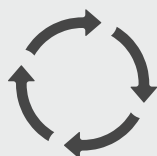
114 %

Taux de couverture



CHF 938'923'000

Total du bilan



7.2 %

Taux de conversion



CHF 23'110'022

Total de rentes en cours



3

Plans de prévoyance (base,
medium et optimum)

LES RELATIONS PARITAIRES

La CCT-MBG

Les modifications de la CCT-MBG sont entrées en vigueur le 01.03.2024.

S'agissant de l'assurance perte de gain maladie, les entreprises pourront désormais choisir un délai d'attente pouvant aller jusqu'à 30 jours. Pour rappel, dans l'intervalle, au-delà du jour de carence, le salaire de l'employé en arrêt est à la charge de son employeur (art. 26 nCCT-MBG).

En cas de travail entre 6h00 et 7h00, le supplément de salaire est supprimé aux conditions spécifiques prévues par la CPMBG, à savoir le respect des 40 heures de travail hebdomadaire (art. 11b et annexe III nCCT-MBG).

Le contrat de travail doit revêtir la forme écrite et certains éléments doivent y figurer, dont la qualification du travailleur et son salaire (art. 10 nCCT-MBG).

En ce qui concerne les indemnités de déplacement et de repas, les anciennes variantes au forfait (A) et sur justificatif (B) sont remplacées par l'indemnité mensuelle de CHF 220.– et l'indemnité horaire de CHF 1.50 / heure travaillée sur un chantier.

Pour en savoir davantage, vous pouvez consulter le panorama sur les nouveautés de la CCT-MBG 2024 sur le site de MBG via votre [accès membre](#) ou (re)voir le [webinaire](#) y relatif de la CPMBG.

Augmentations de salaires 2024

L'augmentation des salaires nominaux est fonction du choix de l'entreprise en matière d'indemnités de déplacement et de repas sous l'empire de l'ancienne

CCT-MBG et depuis l'entrée en vigueur des modifications (le 01.03.2024) :

Variante selon ancienne CCT-MBG	Variante selon nouvelle CCT-MBG	Conséquence en matière d'augmentation de salaire 2024
Variante A (au forfait)	Indemnité mensuelle de CHF 220.–	CHF 95.–
	Indemnité horaire de CHF 1.50 / heure	CHF 45.–
Variante B (sur justificatif)	Indemnité mensuelle de CHF 220.–	Pas d'augmentation
	Indemnité horaire de CHF 1.50 / heure	Pas d'augmentation

Les salaires minimaux sont augmentés de CHF 95.– / mois.



Avenue Eugène-Pittard 24
1206 Genève
+41 22 702 03 04
www.mbg.ch

Rédaction : Jérémy Bouvier, AGCV-suissetec
Conception et mise en page : Daniel Jaquet
Crédits photos : Loris von Siebenthal,
Etat de Genève, Magali Girardin, suissetec,
Adobe Stock : Nancy Pauwels

Juin 2024